

► nement. Elle est une référence dans toute l'industrie chimique française – qui devrait faire école – et a été un argument majeur pour la venue en 2016 de l'entreprise Hexcel, fabricant de fibres de carbone (200 millions d'investissement et création de 120 emplois directs), avec l'objectif de créer une deuxième unité dans quelques années.

Cela ne s'est pas fait tout seul, bien sûr : les organisations syndicales et les CHSCT (comité d'hygiène, de

**À Roussillon, 1800 salariés travaillent sur la plus grande plateforme industrielle de France. Comment y est assurée la sécurité ?**



forme, j'ai connu plusieurs conflits avec grève dans ce cadre-là. Dans les années 1980, nous avons eu un incendie important : un bâtiment de stockage de produits chimiques qui a provoqué une pollution du Rhône ; à la suite de cela, nous avons enfin obtenu ce que nous exigeons depuis longtemps : un bassin « grand sinistre » (bassin de rétention, 15 000 m<sup>3</sup>) et une station d'épuration.

La population a souvent du mal à avoir une vue objective de l'industrie, et tout particulièrement de l'industrie chimique : on ne parle d'elle que lorsqu'elle pue, pollue, explose et tue. Et pourtant elle soigne, soulage, guérit... Elle est indispensable à la vie. C'est à nous, citoyens, qu'il revient de choisir si nous la mettons au service de la mort ou de la vie. Les

organisations syndicales avec les CHSCT de l'industrie chimique sont la référence et l'outil indispensable pour un développement durable et humain face à des patrons actionnaires avant toutes autres considérations, et aussi parfois à des écologistes qui parlent beaucoup avec une très mauvaise connaissance du terrain. Malgré tout, la population qui vit depuis des décennies autour de l'industrie chimique, qui y a parfois travaillé, en mesure, elle, les risques, les inconvénients, les avantages à leur juste valeur, et surtout elle constate que le territoire a trouvé un équilibre harmonieux de développement entre l'industrie, l'arboriculture et le respect de la biodiversité.

Dans un pays comme la France, qui a une vocation industrielle avec un système où l'argent fait souvent loi, nous devons nous poser ces questions fondamentales : De quelle croissance avons-nous besoin et au service de qui ? Voulons-nous produire et consommer autrement et dans quelle condition ?

\*ANDRÉ MONDANGE est syndicaliste.

“ Les organisations syndicales avec les CHSCT de l'industrie chimique sont la référence et l'outil indispensable pour un développement durable et humain face à des patrons actionnaires avant toutes autres considérations. ”

sécurité et de conditions de travail) ont souvent dû lutter pour garder et développer les moyens nécessaires en termes de salariés compétents, matériels et investissements pour la sécurité de tous. Depuis trente-sept ans que je suis salarié sur cette plate-

## VIVRE À CÔTÉ DU RISQUE SANS AVOIR PEUR L'EXEMPLE DE GONFREVILLE-L'ORCHER, PRÈS DU HAVRE

Seveso, AZF, Bhopal... La liste est longue des accidents à travers le monde liés aux dérives de sociétés chimiques ou pétrolières qui, pour accroître leurs marges bénéficiaires, ont joué avec la vie de leurs salariés et des populations voisines. À rebours de ces drames, la ville de Gonfreville-l'Orcher fait figure d'exemple.

PAR JEAN-PAUL LECOCCQ\*

**S**i toute production industrielle comporte sa part de risque et si le zéro risque est un mythe, faut-il considérer que ces productions doivent s'éteindre en oubliant qu'il ne peut y avoir de développement durable sans développement tout court ? Faut-il considérer qu'elles doivent trouver refuge aux confins de contrées isolées, dépourvues de population, quitte à accroître les transports, eux-mêmes générateurs de dangers ? Ou faut-il considérer que la coexistence entre vie quoti-

dienne et vie industrielle est nécessaire, l'industrie concourant à la vie sociale, à la vie économique, à la vitalité d'un territoire, à commencer par les emplois qu'elle génère ?

C'est la voie de la coexistence soumise à des règles de protection drastiques que la commune de Gonfreville-l'Orcher (10 000 habitants aux portes d'un Havre de 180 000 âmes), terre d'accueil de la plupart des entreprises classées à risque sur l'estuaire de la Seine, a choisi, de concert avec ses habitants.

Le chemin est long et parsemé d'embûches, entre finances publiques

rationnées pour servir d'autres desseins bien plus éloignés de l'intérêt général et décalages fréquemment constatés entre bonnes intentions gouvernementales et réalités des décisions.

Mais cette volonté publique et politique portée unanimement en région havraise a trouvé son prolongement dans l'attitude de plusieurs entreprises à risque qui ont décidé de joindre la parole aux actes.

Ainsi la multinationale Chevron a-t-elle remplacé, au prix de pertes sur plusieurs exercices, l'un de ses *process* les plus dangereux par un autre dont



**L'explosion de l'usine AZF de Toulouse le 21 septembre 2001 a entraîné la mort de 31 personnes, des blessures pour des milliers de personnes et de lourds dégâts matériels.**

la principale qualité est de réduire considérablement l'étendue du cercle de danger. Cette approche environnementale lui a servi depuis à voir son chiffre d'affaires augmenté.

Cette responsabilité portée ensemble par les élus, les industriels, les syndicats et les représentants de l'État a été à l'origine de multiples mesures de protection, dont la plus spectaculaire trouve actuellement son aboutissement dans le plan de prévention des risques technologiques (PPRT). Ce PPRT, nous l'avons voulu ici impératif, et pas seulement indicatif comme ce fut le cas dans d'autres régions avec des conséquences fâcheuses sur la valeur des biens immobiliers et la complexification des aides. Le danger existe, il doit donc donner lieu à des aménagements adéquats sur les logements, le tout payé intégralement par l'État, la communauté d'agglomération et

les industriels... la commune prenant également sa part de financement. Ce sera le cas en région havraise, et principalement dans la commune de Gonfreville-l'Orcher.

Bien d'autres actions concrètes ont été mises en œuvre, du renforcement des dispositifs d'information et d'alerte (les habitants sont désormais équipés à domicile d'une AlertBox®, système

“ Si toute production industrielle comporte sa part de risque et si le zéro risque est un mythe, faut-il considérer que ces productions doivent s'éteindre en oubliant qu'il ne peut y avoir de développement durable sans développement tout court? ”

d'alerte instantanée des populations exposées directement à la zone industrielle-portuaire) au développement de politiques éducatives, dès l'école maternelle, autour de l'environnement et des risques majeurs, en passant par des programmes de rachat d'habitations trop vulnérables.

Il faut mentionner également le travail considérable, en réseau, au sein des associations comme Amaris ou des instances de concertation, à l'image de la Commission de sécurité des sites sensibles ou, localement de l'ORME (Office des risques majeurs de l'estuaire de la Seine), agence fondée pour prévenir les risques industriels, ou encore l'importance capitale des associations de riverains ou des associations de victimes qui contribuent chaque jour à faire avancer les choses.

Mais ce qu'il convient de retenir, avant tout, c'est un état d'esprit à l'origine de cette dynamique. Vivre le danger potentiel sans avoir peur mais sans l'oublier. Ne jamais négotier sur les moyens financiers à mobiliser pour protéger les populations comme l'environnement. Considérer que les industriels à l'origine des nuisances et de risques – qui par ailleurs contribuent à leur activité, donc à leurs bénéfices – doivent payer le juste prix à la communauté. Considérer que ce qui prime c'est l'humain, pas les chiffres, pas les statistiques et autres ratios. ■

**\*JEAN-PAUL LECOCCQ** est maire de Gonfreville-l'Orcher, conseiller départemental, vice-président de la communauté d'agglomération havraise (Codah) en charge des risques majeurs.

## DERRIÈRE L'ÉCOLOGIE, RENTABILITÉ ET RISQUES

**Un salarié travaillant à l'usine de raffinage et pétrochimie Total de La Mède, syndicaliste, élu au comité central d'entreprise du groupe, parle des risques industriels, de sécurité revendiquée, des luttes pour le maintien de l'emploi.**

### RENCONTRE AVEC FABIEN CROS\*

**L**es industriels font évoluer leurs usines (outils, machines... et salariés), et ils savent utiliser l'argument écologique (réduction de l'activité, et donc du danger) pour gagner les populations à leurs projets et isoler une éventuelle résistance de leurs salariés. Ce faisant, ils créent une image – et certains « décroissants » y adhèrent – assimilant l'écologie à un recul des dangers par un recul de la produc-

tion, donc des emplois, et au déclin. Image dont ne veulent ni la population ni les salariés, pour lesquels l'industrie doit répondre à des besoins, et la sûreté des installations maîtrisable. Mais la division n'est-elle pas une arme dans la lutte des classes ?

**Progressistes : L'usine de La Mède, encore très importante pour l'économie régionale et nationale, a une longue histoire marquée par une réduction considérable des emplois, mais aussi des accidents, dont celui de 1992 et celui de 2009...**

**F. Cros :** Pour les employés entrés dans le groupe ces quinze dernières années, l'accident de 1992 (six morts) est moins présent dans les mémoires. En effet, pour que son quotidien soit supportable, l'humain a tendance à oublier ou, à l'image d'un conducteur de voiture, à minimiser le risque. C'est pour ces raisons que nous, militants, nous devons faire en sorte de conserver cette mémoire pour empêcher Total de retomber dans ses travers. En revanche, l'histoire ayant tendance à se répéter, l'accident de ►